
Karine Salomé

Johan Vincent, *L'intrusion balnéaire. Les populations littorales bretonnes et vendéennes face au tourisme (1800-1945)*

Préface de Gérard Le Bouëdec, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 278 p. ISBN : 978-2-7535-0499-8. 20 euros

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Karine Salomé, « Johan Vincent, *L'intrusion balnéaire. Les populations littorales bretonnes et vendéennes face au tourisme (1800-1945)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 36 | 2008, mis en ligne le 05 juillet 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index2872.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index2872.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Tous droits réservés

fréquenté les archives de police et de justice connaît la hantise manifestée par les gendarmes et les juges de voir arriver ces hordes d'hommes et d'enfants, « bandes noires » de vagabonds redoutés. Les leveurs, pour autant, ne sont pas des misérables itinérants, mais des hommes capables de faire croire à l'honnêteté de leur pratique, dans une France où la vente de produits artisanaux ou manufacturés demeure encore largement liée à l'activité de colportage. Autant de points qui nourrissent et enrichissent l'image de l'Auvergnat comme intéressé, « rapiat », escroc, alors comparé au « juif », figure classique de l'usurier essentiellement urbain, dont il serait une sorte de pendant rural.

La vie de François Chabrier ne peut se comprendre dans une perspective individuelle. Grâce à un travail extrêmement minutieux, Christian Estève démontre tout l'intérêt de la notion de réseaux en histoire sociale. Réseaux complexes, difficiles à reconstituer, mais qui sont indispensables si l'on veut comprendre pourquoi une vingtaine de leveurs – dont Chabrier, contumace – sont finalement identifiés et jugés ensemble en 1852. On imagine la police de l'époque confrontée aux mêmes difficultés que l'historien, obligée de rétablir des identités authentiques, masquées par d'innombrables faux noms. De plus, la période est troublée au plan politique, même si le lien entre les pratiques de ces leveurs et la vie politique dans son ensemble (élections, coup d'État, renforcement de la répression sous le Second Empire) se révèle fragile et difficile à établir. Finalement arrêté en 1855, Chabrier est condamné aux travaux forcés à perpétuité pour différentes escroqueries. Mais il s'évade du bagne de Brest en 1857 et ne sera pas repris : dès lors, le reste de sa vie appartient à la rumeur, voire à la légende. Christian Estève ne peut émettre que des hypothèses, ignorant jusqu'à la date et le lieu de sa mort. Cette dernière partie est particulièrement intéressante en ce qu'elle étudie la naissance d'une sorte de mythe littéraire du « bandit auvergnat » à travers l'œuvre de Léon Gerbe, *Hurlande le Rebelle*. Une œuvre qui s'inscrit, autour des années 1930-1940, dans la vogue du roman ruraliste et régionaliste, illustrée, depuis la fin du XIX^e siècle, par Aicard, Chamson, Ramuz, Pourrat, Poulaille, Giono, Gachon ou encore Guillaumin.

Livre dense, produit par un historien connaissant parfaitement le terrain de son enquête, cette histoire d'un leveur disparu plus que décédé intéressera tous ceux qui travaillent sur le rural, le judiciaire, le culturel, le politique, et qui savent combien l'étude combinée de parcours individuels et de réseaux peut être productive dans le renouvellement de l'histoire sociale.

Jean-Claude Caron

Johan VINCENT, *L'intrusion balnéaire. Les populations littorales bretonnes et vendéennes face au tourisme (1800-1945)*, préface de Gérard Le Bouëdec, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 278 p. ISBN : 978-2-7535-0499-8. 20 euros.

L'émergence et le développement des bains de mer, la mise en place d'une architecture spécifique dans les stations touristiques, la diversité des pratiques et des loisirs des visiteurs le long du rivage ont donné lieu à un certain nombre d'études et sont désormais bien connus. Plus rarement, les recherches se sont penchées sur la manière dont le tourisme balnéaire s'est immiscé dans l'espace littoral. Tel est l'objet de Johan

Vincent qui, dans son ouvrage issu de sa thèse de doctorat, envisage ce qu'il qualifie d'intrusion. À partir de l'exemple des petits ports et des bourgs ruraux de Bretagne et de Vendée, il montre comment, entre 1800 et 1945, l'activité touristique modèle peu à peu la nature, perturbe l'organisation et le rythme de l'économie, bouleverse les hiérarchies et les relations sociales.

L'activité balnéaire entraîne des aménagements conséquents du littoral. Les voyageurs en Bretagne et en Vendée sont, comme ailleurs, animés par le goût du pittoresque et la quête de beaux paysages. Rapidement, il s'avère nécessaire de délimiter le rivage, de circonscrire l'étendue des plages. Les dunes, les forêts deviennent des attributs essentiels des stations balnéaires et sont érigées au rang d'arguments touristiques. Des digues sont édifiées, des promenades sont aménagées. Les premières critiques s'élèvent contre cette artificialisation de la nature et conduisent parfois les municipalités à invoquer la loi de 1906 relative à la protection des monuments naturels afin de préserver leur territoire. La privatisation de certaines portions du littoral, notamment des sentiers, suscite des polémiques tout aussi grandes. Les stations balnéaires rivalisent, en outre, d'équipements qui contribuent également à transformer l'espace littoral. Des routes sont exigées par les touristes, tout en satisfaisant également les populations locales. Il en est de même de l'éclairage de nuit, de la création de bureaux de poste, de la mise en place de réseaux de canalisation. Si les revendications hygiénistes des visiteurs paraissent parfois excessives aux yeux des autorités municipales, la volonté d'une ville lumineuse et bien desservie est également le fait des habitants. L'urbanisation gagne, la spéculation se développe. Johan Vincent souligne que les sociétés littorales sont loin d'être étrangères au processus. Certains investissent et s'impliquent dans des opérations immobilières, d'autres emménagent dans les nouveaux quartiers balnéaires. L'accaparement suscite toutefois des polémiques. Les autorités municipales dénoncent dès les années 1920 le coût du logement qui empêche leurs habitants de demeurer sur place. Les touristes eux-mêmes redoutent une urbanisation excessive qui contredit leur aspiration à une vie simple et les empêche de profiter du calme.

Johan Vincent souligne également que le tourisme s'insère dans un territoire qui est loin d'être vierge de toute utilisation et rappelle que l'exploitation du goémon, la pêche, l'agriculture et l'industrialisation animent le littoral. Or, l'activité balnéaire cohabite difficilement avec l'échouage des chaloupes, le séchage des filets, l'extraction de sable ou encore le brûlage du goémon dont l'odeur importune les visiteurs. Les usages « traditionnels » voient ainsi leur légitimité progressivement contestée. La plage perd sa fonction de moyen de communication et de lieu d'exploitation au profit de la seule finalité de loisir. Toutefois, l'auteur souligne que la concurrence n'est pas placée sous le seul signe de l'affrontement et s'apparente parfois à une forme de cohabitation. Il n'en demeure pas moins que dans bien des stations balnéaires, le rythme des activités se trouve modifié : le temps de la morte saison est désormais le temps du vide et de l'attente.

Les sociétés littorales vivent en effet de plus en plus de l'activité balnéaire. Des métiers nouveaux émergent, à l'exemple des domestiques, des vendeurs ou des maîtres-nageurs ; des activités inédites se développent comme les agences immobilières. Pour les populations littorales, le phénomène touristique constitue d'abord une manne financière. Dès lors, les stations balnéaires se livrent à une concurrence féroce

et tentent de fidéliser des visiteurs de plus en plus exigeants et insatiables. Les autorités municipales surveillent scrupuleusement les affiches touristiques, analysent avec attention le contenu des guides de voyage et n'hésitent pas à s'élever contre le moindre commentaire péjoratif. Mais le tourisme balnéaire est également vécu comme une intrusion. Les habitants éprouvent une grande curiosité à l'égard de ces visiteurs dont ils observent l'apparence et scrutent les toilettes. Parfois la critique l'emporte et les pouvoirs locaux fustigent la moralité douteuse des visiteurs, les torsos nus qui heurtent les sensibilités, le casino qui incarne la débauche. Par conséquent, entre ces deux communautés qui s'observent, se côtoient et s'affrontent, l'État intervient de plus en plus souvent comme arbitre. Il régleme, légifère et accroît progressivement son emprise sur le littoral.

Johan Vincent dépeint avec finesse la manière dont l'activité touristique s'empare peu à peu d'un territoire. Il met en évidence le fait que la population locale, loin d'être un simple témoin, participe pleinement au processus. Les habitants, en effet, s'adaptent et, selon les cas, s'investissent, se résignent ou résistent. L'ouvrage de Johan Vincent constitue ainsi une belle contribution à l'histoire du littoral et de ses sociétés.

Karine Salomé

James Patrick DAUGHTON, *An Empire Divided. Religion, Republicanism, and the Making of French Colonialism, 1880-1914*, New York, Oxford University Press, 2006, 330 p. ISBN : 0195305302. 55 dollars.

De plus en plus, les historiens anglo-saxons travaillant sur la France cherchent à prendre en compte l'ensemble de l'Empire français afin d'affiner les conclusions issues d'une vision trop exclusivement hexagonale. James Patrick Daughton, *assistant professor* à l'Université de Stanford, veut montrer que l'étude des relations (menée de 1880 à 1914) entre les administrateurs, les officiers français des colonies et les missions catholiques et protestantes permet une approche plus complexe de la politique de laïcisation progressive de l'État et de la nation. La fin du XIX^e siècle est en effet l'âge d'or des missions françaises. Sur 14 000 prêtres hors d'Europe, les deux tiers sont français, sans compter les prêtres et religieuses indigènes. Plus d'un million de Français soutiennent les missions par leurs dons. L'auteur a retenu trois domaines suffisamment divers, l'Indochine, la Polynésie française et Madagascar. Il a exploité les archives ecclésiastiques et d'État de France, du Vietnam, de Polynésie, celles des missions françaises à Rome et à Londres, la presse missionnaire ainsi que les archives du Grand Orient. Son plan, très simple, présente d'abord l'activité missionnaire française dans son développement depuis le XVII^e siècle, son essor à partir du Premier Empire et surtout après 1815 (fondation des sœurs de Saint-Joseph de Cluny en 1806 et de l'Œuvre de la propagation de la foi en 1822). Le mouvement missionnaire a précédé le grand essor colonial. Dans cette première étape, la volonté de convertir les païens l'emporte beaucoup sur celle de faire avancer la « civilisation » ou la présence française. Longtemps en symbiose avec l'idéologie gouvernementale, les missions pouvaient craindre la victoire des républicains, partisans d'une sécularisation de l'État, même si les opportunistes avaient admis dès le départ que l'anticléricalisme n'était pas un produit d'exportation. En Indochine, la région la plus